



Réunion des États parties

Distr. générale
21 mars 2017
Français
Original : anglais

Vingt-septième réunion
New York, 12-16 juin 2017

Élections au Tribunal international du droit de la mer : notices biographiques des candidats proposés par les États parties

Note du Greffier du Tribunal international du droit de la mer

Le Greffier présente ci-après les notices biographiques des candidats aux sièges du Tribunal international du droit de la mer qui doivent être pourvus par élection au cours de la vingt-septième réunion des États parties (voir annexe). La liste des candidats proposés par les États parties a déjà été publiée sous la cote [SPLOS/308](#).

Conformément aux règles de l'Organisation des Nations Unies régissant la présentation, la publication et la longueur des documents de conférence qui sont énoncées dans les résolutions [47/202](#) et [52/214](#) de l'Assemblée générale, le présent document ne comprend pas la liste des publications annexée aux notices biographiques communiquées par les États ayant soumis une candidature. La version intégrale des notices des candidats, comprenant la liste des publications, peut être consultée dans les langues officielles du Tribunal (français et anglais) sur le site Web du Tribunal (www.itlos.org/fr/le-tribunal/election-des-membres-du-tribunal/) et celui de la vingt-septième Réunion des États Parties tenu par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU (www.un.org/Depts/los/meeting_states_parties/twentyseventhmeetingstatesparties.htm).



Annexe

Élections au Tribunal international du droit de la mer : notices biographiques des candidats proposés par les États parties^a

Joseph Akl (Liban)

Date et lieu : 5 août 1936 à Damour (Liban)
de naissance

Langues : arabe, français, anglais, et bonne connaissance de l'allemand et de l'espagnol

Formation et expérience professionnelle

1952-1956	Études de psychopédagogie à l'École normale à Beyrouth et à Aix-en-Provence (France)
1961	Licence en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
1962	Diplôme d'études supérieures en vue du doctorat en droit public, faculté de droit de l'Université de Paris
1956-1963	Enseignant au Ministère de l'éducation nationale
1963-1973	Maître de conférences en droit public, faculté de droit de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
1963-1966	Chef de service au Département des affaires administratives et consulaires, Ministère des affaires étrangères
1966-1972	Directeur adjoint du Département des organisations internationales, des conférences et des traités
1973-1978	Premier Conseiller à l'Ambassade du Liban à Washington
1978-1983	Conseiller juridique et Directeur du Centre de recherche et de documentation, Ministère des affaires étrangères
25/01/1980	Promotion au grade d'ambassadeur
1983-1990	Ambassadeur du Liban en République démocratique allemande
1991-1994	Ambassadeur du Liban en Colombie
1994-1996	Conseiller juridique et Directeur du Centre de recherche et de documentation, Ministère des affaires étrangères

Membre des délégations libanaises aux vingt-troisième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, vingt-neuvième, trente-troisième, trente-quatrième, trente-cinquième, trente-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant du Liban à la Sixième Commission (juridique) et à la Commission politique spéciale

Membre des délégations libanaises à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New Dehli, 1968), à la

^a Les curriculum vitæ ne sont pas revus par les services d'édition.

Réunion Ministérielle du Groupe des 77 (Lima, 1971) et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement (Stockholm, 1972)

Membre des délégations libanaises à plusieurs sessions du Conseil de la Ligue des États arabes (1981, 1982, 1995, 1996)

Membre des délégations libanaises au 12^e Sommet des rois et chefs d'État des États arabes à Fez (Maroc) en 1982 et aux deux conférences préparatoires des ministres des affaires étrangères à Fez (Maroc) en 1981, et à Mohammédia (Maroc), en 1982

Membre de la délégation libanaise à la Conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique à Niamey en 1982

Membre de la délégation libanaise au Sommet des États non alignés, à Carthagène des Indes (Colombie) en 1995

Élu membre de la Commission du droit international de la Ligue des États arabes le 24 mars 1979 et réélu en mars 1982. Élu Président de la Commission pour 1983

Chef des délégations libanaises :

- À la Conférence internationale sur la répression des actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Montréal, 1971)
- À la vingtième session du Comité juridique de l'OACI (Montréal, 1973)
- À la conférence diplomatique sur la succession d'États en matière de traités (Vienne 1978)
- À la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)
- À la deuxième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, 1996)

Élu membre du Tribunal international du droit de la mer depuis le 1^{er} octobre 1996

Élu Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins (1997-1999)

Réélu membre du Tribunal à compter du 1^{er} octobre 1999 et du 1^{er} octobre 2008

Élu le 1^{er} octobre 2005 Vice-Président du Tribunal (2005-2008)

Président du Comité du budget et des finances du Tribunal de 1999 à 2008 et depuis 2011

A participé aux ateliers régionaux organisés par le Tribunal à Singapour, Bahreïn et Buenos Aires, qui contribuent à accroître la connaissance de la procédure par-devant le Tribunal et de sa jurisprudence

Auteur de plusieurs articles et études sur le droit international public, le droit de la mer et sur le Tribunal international de droit de la mer et sa jurisprudence

Membre de l'Association libanaise de sciences politiques, membre fondateur de l'Association internationale du droit de la mer et Vice-Président du Conseil de l'Association (2001-2007), membre de la société américaine de droit international et de la Société française pour le droit international

Boualem Bouguetaia (Algérie)

Membre du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 2008

Vice-Président du Tribunal depuis le 1^{er} octobre 2014

Président de la chambre spéciale constituée pour connaître du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Ghana et la Côte d'Ivoire dans l'océan Atlantique*

Lieu et date de naissance

Oued Rhiou (Algérie), le 21 septembre 1946

Formation

Licence de droit public, Université de Paris (1972)

Diplôme d'études supérieures de droit public (droit international), Université de Paris (1973)

Diplôme, section économique et financière de l'Institut d'études politiques de Paris (1975)

Doctorat d'État en droit public (droit international), Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne (mention très bien, 1979)

Expérience professionnelle

Chercheur-rédacteur, Ambassade d'Algérie, Paris (1972-1975)

Membre, délégation algérienne, *Sahara occidental*, avis consultatif, Cour internationale de Justice, La Haye (1975)

Auditeur, Académie de droit international, La Haye (1974, 1975 et 1981)

Conseiller juridique, Ministère de la défense nationale (1975-1979)

Membre, délégation algérienne, Conférence du droit humanitaire (protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève) (1976-1977)

Chef adjoint, délégation algérienne, troisième Conférence sur le droit de la mer (1976-1980)

Membre, Commission de rédaction du préambule de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1976-1980)

Chargé de cours, Université d'Alger (1980)

Avocat au barreau d'Alger (1983)

Maître de conférences, Université de droit d'Alger (1984)

Élu député de l'Assemblée populaire nationale, membre de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée populaire nationale et membre de la Commission des finances (1987)

Élu président du Groupe parlementaire d'amitié algéro-nippon (1988)

Coordonnateur, Comité *ad hoc* sur l'Afrique, Institut national d'études de stratégie globale (1990)

Élu vice-président de l'Association d'amitié Algérie-Japon (1991)

Chef, Division juridique, Ministère des affaires étrangères, Alger (1993-2001)

Chef, délégation algérienne, conférence internationale des plénipotentiaires pour la création de la Cour pénale internationale, Rome (1998)

Consultant, Organisation de l'unité africaine (OUA) (1999)

Rédacteur des projets des instruments juridiques instituant l'Union africaine et le Parlement panafricain (1999)

Chef, délégation algérienne, Conférence de l'OUA pour l'adoption du protocole sur le Parlement panafricain, Pretoria (2000)

Ambassadeur d'Algérie au Sénégal, au Cabo Verde, en Gambie et en Guinée-Bissau (2001)

Chef, délégation algérienne aux négociations algéro-tunisiennes et algéro-libyennes sur les délimitations de frontières terrestres et maritimes (1994–2002)

Représentant de l'Algérie à plusieurs congrès, conférences et symposiums internationaux

Ambassadeur/conseiller, Cabinet du Ministre, Ministère des affaires étrangères (depuis 2006)

Distinctions

Commandeur de l'ordre du Lion, Sénégal (2005)

Óscar Cabello Sarubbi, (Paraguay)

Renseignements personnels

Date de naissance : 12 juin 1947

Lieu de naissance : Asunción (Assomption) (Paraguay)

Formation universitaire

- Doctorat en droit – Università degli Studi di Roma (1970)
- Diplôme d'études spécialisées en droit international public – Università del Sacro Cuore, Milan (1972)
- Master of Arts, International Relations, Saint John's University, New York (1981)

Expérience professionnelle

Carrière dans le service public, au Ministère des affaires étrangères du Paraguay depuis 1972

Postes occupés au Ministère des affaires étrangères du Paraguay

- Vice-Ministre des affaires étrangères du Paraguay (2015 à ce jour)
- Directeur général de l'Académie diplomatique et consulaire du Ministère des affaires étrangères (2014-2015)
- Ambassadeur auprès du Royaume d'Espagne, du Royaume du Maroc et de la Principauté d'Andorre (2007-2013)
- Ambassadeur en Autriche, Slovaquie, République tchèque, Hongrie, Slovénie et Grèce et Représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne (2003-2007)
- Directeur général des affaires politiques multilatérales (2000-2003)
- Ambassadeur de la République du Paraguay en Italie et en Grèce (1995-1999), Représentant permanent auprès de la FAO, du PAM et du FIDA
- Vice-Ministre des affaires politiques (1993-1995)
- Vice-Ministre des affaires générales (1990-1993)
- Directeur des affaires générales (1989-1990)
- Représentant permanent suppléant auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1977-1985)

Expérience dans l'enseignement

- Maître de conférences de droit civil international, Universidad Nacional de Asunción (1973-1977)
- Professeur, Universidad Católica de Asunción (1973-1977)
- Professeur, Universidad de la Integración de las Américas
- Professeur, Académie diplomatique et consulaire du Paraguay (1985-1995, 2000-2002, 2013 à ce jour)
- Matières enseignées : relations internationales, droit international public et sciences politiques

Expérience au sein du système des Nations Unies

- Représentant à des sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1976 à 1989, à des sessions d'organes de la FAO, du PAM et du FIDA de 1995 à 1999, à des réunions de l'ONUDI, de l'AIEA, de l'OTICE et de l'ONUDC de 2003 à 2007
- Vice-Président (2004) et Président (2005) de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de l'Organisation des Nations Unies, Président du Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Bangkok, 2005)
- Représentant aux sessions de New York de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de 1977 à 1982
- Représentant à la session extraordinaire de signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à Montego Bay (Jamaïque), en décembre 1982
- Chef de délégation à la première session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (1985)

Publications et présentation d'exposés

Sur de nombreux sujets relatifs au droit international public, aux relations internationales et à des questions historiques, en particulier sur les droits des pays sans littoral et le droit de la mer.

Langues

Espagnol, anglais, italien, français, guarani.

Neeru Chadha (Inde)

M^{me} Neeru Chadha compte en Inde parmi les plus grands experts du droit international.

M^{me} Chadha a le mérite d'être la première femme indienne devenue Conseillère juridique en chef au Ministère des affaires extérieures du Gouvernement de l'Inde. Auparavant conseillère juridique de la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, elle a également travaillé pour la Commission juridique indienne.

Titulaire d'une maîtrise de droit de l'Université de Delhi et de l'Université du Michigan, elle a obtenu son doctorat en droit de l'Université de Delhi.

Elle dispose d'une expérience vaste et directe de l'arbitrage et du règlement judiciaire des différends internationaux, car elle a travaillé au Ministère des affaires extérieures de l'Inde pendant plus de vingt ans.

M^{me} Chadha a conseillé le Gouvernement indien sur des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives notamment à la juridiction de l'État côtier, la délimitation maritime, le plateau continental étendu, les lignes de base, les demandes de permis d'exploration minière des fonds marins et la piraterie. Elle a représenté le Gouvernement indien à des réunions des États parties à la Convention, de l'Autorité internationale des fonds marins, du processus consultatif informel, du processus périodique et du Groupe de travail de l'ONU sur la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

Elle a également représenté l'Inde à plusieurs négociations bilatérales sur des questions relatives à la délimitation maritime et aux fleuves transfrontaliers.

Forte d'une vision d'ensemble du droit international et de ses applications, M^{me} Chadha a représenté son Gouvernement à des réunions et conférences multilatérales de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), de la Conférence de La Haye de droit international privé et de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Elle a aussi représenté son pays à plusieurs autres négociations bilatérales portant notamment sur les questions suivantes : commerce international et protection des investissements, coopération en matière de défense, coopération nucléaire civile, droits de propriété intellectuelle, terrorisme international, droit pénal international et désarmement.

M^{me} Chadha a occupé plusieurs postes clés au sein d'organisations internationales, notamment celui de Présidente de l'AALCO et de Vice-Présidente de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins.

Très au fait des développements contemporains du droit international, y compris des droits de l'homme et du droit humanitaire, elle a publié plusieurs articles sur ces questions dans des revues juridiques.

M^{me} Chadha, qui a longtemps été conseillère, négociatrice et avocate du Gouvernement indien, fait preuve d'une compréhension profonde et objective du droit international. Son jugement indépendant et son expertise sont largement reconnus par ses pairs en Inde et à l'étranger.

Compte tenu de ses vastes connaissances du droit international, en général, et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier, M^{me} Chadha est éminemment qualifiée pour apporter, en tant que membre du TIDM, un concours précieux à ses travaux.

Formation universitaire

- LL.M., Université de Delhi
- LL.M., Université du Michigan
- Doctorat, Université de Delhi

Expérience professionnelle au sein du Gouvernement indien

- Secrétaire suppléante / Secrétaire adjointe et conseillère juridique, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (2011-2015)
- Conseillère (conseillère juridique), Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2006-2009)
- Directrice de la division juridique et des traités, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (2002-2005, 2009-2011)
- Service juridique, Division juridique et des traités, Ministère des affaires extérieures, Gouvernement indien, New Delhi (1992-2002)

Autres postes occupés

- Présidente, AALCO (2013-2014)
- Présidente, cinquième réunion du sous-groupe sur le droit et l'application de la loi de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (2014)
- Présidente, comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR (2011-2013)
- Membre, comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR (2011-2015)
- Membre, groupe de coordonnateurs des réunions des conseillers juridiques des États membres de l'Organisation des Nations Unies (2011-2014)
- Présidente, comité des clauses finales, Conférence diplomatique sur l'adoption du projet de protocole sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (2012)
- Membre, Commission des finances, Autorité internationale des fonds marins (2007-2010)
- Vice-Présidente, Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (2009)
- Vice-Présidente, session annuelle de la CNUDCI (2003)

Expérience de l'arbitrage et du règlement judiciaire des différends internationaux

- Agent de l'Inde, arbitrage relatif à l'incident de l'« Enrica Lexie », procédure instituée en vertu de l'annexe VII de la Convention (en cours)
- Agent de l'Inde, arbitrage entre le Bangladesh et l'Inde concernant la délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale, procédure d'arbitrage instituée en vertu de l'annexe VII de la Convention (2011-2014)

- Co-agent de l'Inde, arbitrage Indus Waters Kishenganga (2011-2013)
- Agent de l'Inde, Cour internationale de Justice, Obligations relatives à des négociations concernant la cessation de la course aux armes nucléaires et le désarmement nucléaire (2014-2016)

Conférences et négociations internationales

Chef/membre de la délégation indienne chargée de l'adoption des instruments internationaux respectifs ci-après :

- Traité sur le commerce des armes, New York (2013)
- Protocole sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, Berlin (2012)
- Amendements au Statut de Rome de la Cour pénale internationale relatifs au crime d'agression, Kampala (2010)
- Convention relative aux droits des personnes handicapées, New York (2006)
- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Genève (2005)
- Convention-cadre pour la lutte antitabac, Genève (2003)
- Deuxième Protocole relatif à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, La Haye (1999)

Réunions ayant trait à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

- Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (2006-2014)
- Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, New York (2010-2013)
- Sessions annuelles de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston (2006-2009)
- Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York (2006-2009)
- Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, New York (2004-2009)
- Conférence de révision de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- Conservation et gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (2004-2009)

Autres réunions multilatérales :

- Sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York (2006-2009, 2011-2014)
- Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, New York (2006-2009, 2011-2014)

- Comité directeur du Conseil d'arbitrage de l'ASACR, Islamabad (2011-14)
- 2^e, 3^e et 4^e rapports de l'Inde au Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2004, 2014)
- Conférence de révision du Statut de Rome, Kampala (2010)
- deuxième examen périodique universel (EPU) de l'Inde, Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Genève (2012)
- 16^e sommet de l'ASACR, réunions précédant les réunions du sommet, Thimphu (2010)
- 17^e sommet de l'ASACR, Maldives (2011)
- 53^e session annuelle, AALCO, Téhéran (2014)
- 37^e session annuelle, CNUDCI, New York (2004)
- 27^e et 28^e conférences internationales, Croix-Rouge et Croissant-Rouge, Genève (1999, 2003)

Expérience de questions bilatérales

- Privilèges et immunités diplomatiques
- Promotion et protection des investissements
- Coopération économique globale
- Coopération nucléaire civile
- Coopération dans le domaine de la défense
- Commerce international
- Commerce transfrontalier
- Affaires consulaires
- Postes et télécommunications
- Évitement de la double imposition
- Eaux fluviales transfrontalières - Commission permanente de l'Indus
- Espace extra-atmosphérique
- Science et technique
- Droits de propriété intellectuelle

Membre de sociétés savantes

- Membre à vie, Société indienne de droit international, New Delhi
- Membre à vie, Institut de droit indien, New Delhi

José Luis Jesus (Cabo Verde)

Date de naissance : 20 septembre 1950

Lieu de naissance : Cabo Verde

Nationalité : Cap-verdienne

Expérience de juge

- Juge – Tribunal international du droit de la mer, Hambourg (Allemagne), d'octobre 1999 à ce jour (voir le site www.tidm.org)
- Président, Tribunal international du droit de la mer (2008-2011)
- Président, Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins (2014-2017)

Formation

- Diplôme de droit, faculté de droit de l'Université classique de Lisbonne
- Certificat de droit international (Université de Saint John, New York)
- Maîtrise ès administration publique et sciences politiques (Université de Saint John – New York)

Formation spécialisée

- Séminaire sur le droit international public à l'Académie de La Haye (1981)
- Séminaire sur l'élaboration de traités et autres accords internationaux organisé par l'UNITAR à New York (1984)
- Divers séminaires sur le droit humanitaire international parrainés par la Croix-Rouge internationale (New York University)

Consultation juridique internationale

- Consultant juridique pour la rédaction des lois du Timor oriental sur les pêches et la quarantaine, dans le cadre d'un projet du Ministère des pêches, de l'agriculture et des forêts financé par la Banque mondiale (2002-2004)
- Conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche au Mozambique (2002-2003)
- Conseiller juridique de la FAO aux fins de la rédaction et de la révision des lois sur la pêche en Angola (2003-2004)
- Consultant des Nations Unies dans le domaine du droit de la mer à une réunion des petits États insulaires tenue à Singapour (2002)

Mission pour l'ONU

- Ancien Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs (Afrique centrale) (1995)

Postes occupés auparavant au niveau national

- Ministre cap-verdien des affaires étrangères et des communautés (1998-1999)
- Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération (1996-1998)

- Ambassadeur du Cabo Verde auprès de l'Organisation des Nations Unies
- Ambassadeur du Cabo Verde au Portugal, en Espagne et en Israël

Présidence d'instances internationales

Organes à vocation juridique

- Président de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1987-1995)
- Président du Groupe des 77 pour le droit de la mer (1986)
- Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies

Autres organes

- Président du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (juillet 1992 et novembre 1993)
- Président de la Commission spéciale du Conseil de sécurité pour l'Angola (1992)
- Président du Groupe des États d'Afrique à l'ONU (1986)

Réunions internationales

Réunions juridiques

- Chef de la délégation cap-verdienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1979-1982)
- Chef de la délégation cap-verdienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (Vienne, 1986)
- Chef de la délégation cap-verdienne aux réunions de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (1983-1995)
- Représentant du Cabo Verde à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-1994)
- A représenté le Cabo Verde et participé activement aux réunions de divers groupes de travail et comités de l'Organisation des Nations Unies sur des questions d'ordre juridique (1979-1994)
- Délégué à diverses conférences et réunions sur différents sujets organisées par l'ONU ou autres conférences organisées aux niveaux régional et international
- A donné des conférences à plusieurs réunions, séminaires, colloques, ateliers et programmes de formation estivale sur le droit de la mer, organisés dans différents pays

Activités juridiques au Cabo Verde

- Ancien Président de la Commission nationale chargée de la délimitation des frontières maritimes
- Conseiller juridique de la Mission permanente du Cabo Verde auprès de l'Organisation des Nations Unies pendant plusieurs années
- Rédacteur de la législation cap-verdienne sur le droit de la mer (1992)

Allocutions et exposés sur des questions internationales

- Sur le droit de la mer, à l’occasion d’un séminaire organisé à l’intention des diplomates cap-verdiens à Praia (Cabo Verde) (1981)
- En tant qu’expert invité du groupe sur le droit de la mer (Conférence Pacem in Maribus tenue à Malte en septembre 1987)
- En tant qu’expert invité du groupe chargé des minéraux des fonds marins, American Society of International Law, Washington (décembre 1988)
- Sur les pratiques des États africains dans le domaine du droit de la mer (Université de Virginie, réunion tenue à Lisbonne)
- Sur l’universalité de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Université de Kiel (République fédérale d’Allemagne) (1990)
- Sur l’achèvement des travaux de la Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Université de Hawaii, réunion tenue à Tokyo (1990)
- Sur la sécurité maritime (Académie navale japonaise 2010)
- Sur le thème « Le droit international de la mer – historique et évolution contemporaine », American Defense College, Washington (1992 et 1994)
- Sur le thème « Évolution récente du droit de la mer », Marymount College, New York (1992)
- Sur le thème « Le droit international : évolution et incidence sur le renforcement de la justice entre nations », séminaires diplomatiques, Praia (1992)
- Sur le thème « La négociation à l’Organisation des Nations Unies : le rôle des groupes », séminaire organisé par l’UNITAR à l’intention des jeunes diplomates (1992)
- Sur le thème « Assistance humanitaire et droit international », Sussex de l’Ouest (Royaume-Uni) (1992)
- Sur quelques-uns des aspects majeurs des travaux de la Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Tokyo (13 janvier 1995)
- Sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, Institut du droit de la mer, Mozambique (2003)
- Sur les aspects concrets de la démarcation des frontières maritimes – l’exemple du Cabo Verde, Institut du droit de la mer, Mozambique (2003)
- Sur les travaux du Tribunal international du droit de la mer, à la faculté de droit de l’Université de Lisbonne (2001)
- Sur divers sujets se rapportant au droit de la mer à la Rhodes Academy of International Law (Grèce) (2001, 2002 et 2003)
- Sur la piraterie et le terrorisme en mer, Institut Max Planck et Institut du droit de la mer et du droit maritime de l’Université de Hambourg (2003)
- Dans le cadre de plusieurs ateliers sur la procédure devant le Tribunal international du droit de la mer (Dakar, 2006; Libreville, 2007 et Le Cap, 2010); allocution prononcée à la Conférence à la mémoire de Gilberto Amado devant la Commission du droit international – Genève, 15 juillet 2009)

- Sur la contribution du mécanisme de juridiction obligatoire à l’efficacité du système de règlement des différends de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 – l’exemple du TIDM – Hainan (Chine), 2013
- Sur le rôle du Tribunal international du droit de la mer : les défis à venir, Departamento do Mar – Lisbonne, juin 2015
- Sur le système de règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer – série de conférences données dans le cadre du programme d’été de l’Académie Marco Polo Zheng He – Shanghai (Chine), 2015
- Sur les questions d’actualité relatives à la gouvernance des océans et le rôle du TIDM, dans le cadre du programme de formation aux affaires maritimes organisé par le Cluster Maritime Luxembourgeois – 2015
- Sur les espaces maritimes, l’allocation des ressources marines et le règlement des différends – conférence organisée par le Cluster Maritime Français à l’Euromaritime de 2015
- Sur certains aspects de la jurisprudence du TIDM présentant un aspect pratique pour les États côtiers, Timor oriental, mai 2016
- Sur « [l]e droit de la mer dans la constitution du Cabo Verde », Université de Braga (Portugal), 2016
- Sur des questions variées relatives au droit de la mer, dans le cadre de plusieurs conférences et séminaires tenus dans différents pays

Langues

- Anglais : lu, écrit et parlé couramment
- Français : connaissance pratique
- Espagnol : connaissance pratique
- Portugais : langue maternelle

Affiliation

- Membre de l’Association du barreau du Cabo Verde

Kittichaisaree, Kriangsak (Thaïlande)

M. Kriangsak Kittichaisaree est actuellement Ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie et simultanément en Arménie, au Bélarus, en Moldova et en Ouzbékistan.

Il a été Ambassadeur de Thaïlande en Iran et en Australie (et simultanément aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Iles Salomon et au Vanuatu), Directeur général du Département des organisations internationales, Directeur général adjoint du Département des traités et des affaires juridiques et éminent conseiller de la Cour constitutionnelle de Thaïlande.

Ayant récemment achevé son mandat (2012-2016) de membre de la Commission du droit international de l'ONU (CDI), au sein de laquelle il était chargé de mener à bien l'examen du sujet « L'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) » en 2014, il n'a pas cherché à se faire réélire comme membre de la CDI, car il respecte le fait qu'il est nécessaire d'assurer le roulement des sièges dans cet auguste organe juridique international.

M. Kittichaisaree est, aux termes de l'article 2 de l'Annexe VI de la Convention (Statut du TIDM), parfaitement qualifié pour être juge au Tribunal. Cet article se lit comme suit :

« 1. Le Tribunal est un corps de 21 membres indépendants, élus parmi les personnes jouissant de la plus haute réputation d'impartialité et d'intégrité et possédant une compétence notoire dans le domaine du droit de la mer.

2. La représentation des principaux systèmes juridiques du monde et une répartition géographique équitable sont assurées dans la composition du Tribunal. »

Depuis la création du Tribunal, aucun national d'un des États de l'Asie du Sud-Est parties à la Convention n'y a été élu juge, et M. Kittichaisaree est actuellement l'expert du droit de la mer le plus qualifié pour représenter cette région au TIDM, ce qui respecterait dûment le principe de la répartition géographique prévu par la Convention et la pratique bien établie du roulement des sièges aux Nations Unies.

Sa biographie figure dans le *Who's Who in Public International Law* (Cambridge/Grotius, 2007 et BrillOnline), en reconnaissance de son expérience professionnelle englobant la pratique, l'enseignement et la recherche dans tous les domaines du droit international, et de ses publications évaluées par ses pairs et diffusées sur cinq continents*.

Après avoir obtenu en 1986 son Ph. D. de l'Université de Cambridge, dont la thèse s'intitulait « The 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea and the Protection of State Interests in Maritime Natural Resources: With Special Reference to South-East Asia », il a participé activement à plusieurs négociations et réunions importantes sur le droit de la mer tout au long de sa carrière.

* Le *Who's Who in Public International Law Online* (Brill) « donne un aperçu exceptionnel des principaux acteurs du droit international. Créé à l'origine par Sir Elihu Lauterpacht, de l'Université de Cambridge, c'est un répertoire qui recense quelque 600 juristes spécialistes du droit international public réputés et éminents dans les domaines judiciaire, universitaire et professionnel. Il se limite aux juristes qui consacrent ou ont consacré une partie importante de leurs activités au droit international public en tant que juges, arbitres, avocats en exercice, fonctionnaires gouvernementaux ou fonctionnaires d'organisations internationales, membres d'organes juridiques intergouvernementaux ou universitaires ».

Sa contribution au droit de la mer est reconnue par l'ONU, qui l'a invité à rédiger un article publié dans l'ouvrage commémoratif *United Nations Convention on the Law of the Sea at 30: Reflections* (New York, Nations Unies, 2013), aux p. 120 et 121.

En 1991, M. Kittichaisaree a été élu Président du Groupe plénier des 77 à la neuvième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, au moment crucial de l'enregistrement de la Chine et de l'Inde en tant qu'investisseurs pionniers, qui a contribué à ouvrir la voie à la participation d'autres pays en développement à l'exploitation minière des grands fonds marins en vertu de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et du début des négociations en vue de la conclusion de l'accord relatif à l'application de la partie XI.

Il a été membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, chargé de la rédaction des Critères et directives de 2003 pour le transfert de technologie marine. C'est ainsi que son nom a été porté sur la liste des experts dressée aux fins de l'arbitrage spécial, en application de l'article 2 de l'annexe VIII à la Convention.

M. Kittichaisaree a représenté la Thaïlande devant le TIDM dans la procédure orale en l'affaire n° 21, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches*, qui a fait date. Il a été conseiller de l'une des parties à l'*Affaire du « Chaisiri Reefer 2 » (Panama c. Yémen), prompte mainlevée* (affaire n° 9 du TIDM).

Il est membre du réseau régional sur les aspects juridiques de la pollution marine créé dans le cadre du Programme régional du PNUD et de l'OMI pour la prévention et la gestion de la pollution marine dans les mers d'Asie orientale.

Entre juin 2015 et juin 2016, M. Kittichaisaree a été Président de la 25^e Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Il a donné le cours intitulé « Commerce mondial et liberté des mers » à la faculté de droit de l'Université Duke, ainsi que des conférences publiques sur le droit de la mer, à l'Université nationale australienne et à l'Université de technologie du Queensland notamment.

Il a régulièrement été le délégué de la Thaïlande aux réunions du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (« BBNJ process ») et à celle du Comité préparatoire à l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Il a contribué activement à ce processus en faisant des exposés dans le cadre de manifestations tenues en marge des réunions du Groupe ou du Comité préparatoire (comme ses exposés sur les thèmes « BBNJ: Common Heritage of Mankind and Benefit Sharing » et « BBNJ: Capacity Building and Transfer of Technology re: Common Heritage of Mankind & Part XIV of UNCLOS », prononcés respectivement le 6 septembre 2016 et le 16 mars 2016, à un atelier).

M. Kittichaisaree est l'auteur de nombreuses publications sur le droit de la mer.

**Autres qualifications ou expériences dans le domaine du droit de la mer
(liste non exhaustive)**

- Conseil juridique principal de la Thaïlande à des négociations sur la délimitation de frontières maritimes
- Chef de la délégation thaïlandaise, Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, Nations Unies, New York, en 2001, 2011, et 2013
- Expert invité, douzième réunion du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, axée sur le thème « Contribuer à l'évaluation, dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, des progrès réalisés et des lacunes à combler dans la mise en œuvre des textes issus des grands sommets relatifs au développement durable, et relever les défis qui se font jour »
- Expert invité au débat sur les utilisations pacifiques des océans à la conférence « Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et pratique des États en mer de Chine méridionale », tenue du 23 au 25 octobre 2013 et organisée par l'Institut national pour les études de la mer de Chine méridionale à Haikou, sur l'île d'Hainan (Chine)
- Orateur sur le thème « Comment la Thaïlande ferait-elle face aux incidences de l'acidification des océans sur le milieu marin et aux restrictions correspondantes des activités maritimes des États côtiers » au 24^e forum international *Pacem in Maribus* sur la gouvernance pacifique des océans, tenu à Bangkok du 3 au 8 septembre 2013
- Président de la consultation d'experts sur l'application par la Thaïlande de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de ses instruments connexes, tenue le 6 septembre 2013 à Bangkok
- Conférences publiques sur le thème « La compétence universelle et la répression de la piraterie des temps modernes » à la faculté de droit de l'Université nationale australienne à Canberra, le 14 avril 2011, et à la faculté de droit de l'Université de technologie du Queensland à Brisbane, le 3 août 2011
- Orateur sur le thème du droit international et des politiques à adopter face à la piraterie au séminaire de l'Organisation consultative juridique afro-asiatique (AALCO), tenu au siège de l'ONU le 16 mars 2011
- Orateur présentant le rapport de pays de la Thaïlande à l'atelier sur la criminalité maritime internationale tenu les 17 et 18 janvier 2011 au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, ayant pour thème les questions juridiques et les perspectives de coopération au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)
- Expert invité à la quinzième Conférence annuelle du Commandement pour la zone Pacifique des forces des États-Unis sur les opérations militaires internationales et le droit, organisée à Bangkok du 3 au 6 juin 2002, sur le thème « Questions maritimes transnationales dans les conflits armés et les opérations de maintien de la paix »
- Participant à l'atelier du Centre Est-Ouest sur les consensus et désaccords en matière d'activités militaires et de renseignement dans les zones économiques exclusives, tenu à Bali du 27 au 29 juin 2002

- Intervenant à la Conférence d’Oslo sur la sécurité régionale dans la mer de Chine méridionale organisée par l’Université d’Oslo du 2 au 4 juin 2000
- Membre de la délégation thaïlandaise à la Conférence intergouvernementale du Programme des Nations Unies pour l’environnement chargée d’adopter un programme d’action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, Washington (23 octobre-3 novembre 1995)
- Membre puis Chef de la délégation thaïlandaise à la Commission préparatoire en vue de la création de l’Autorité internationale des fonds marins ainsi que du Tribunal international du droit de la mer à ses cinquième (New York, juillet-août 1987), sixième (Kingston, mars-avril 1988; New York, août-septembre 1988), septième (Kingston, février-mars 1989; New York, août-septembre 1989), huitième (New York, août 1990) et neuvième (Kingston, mars 1991; New York, août 1991) sessions
- Membre de la délégation chargée des négociations avec la Malaisie en vue de la création de l’Autorité conjointe de la zone de développement commune dans le golfe de Thaïlande et de l’adoption du texte d’application (décembre 1989, Chiang Mai (Thaïlande) et mai 1990, Kuala Lumpur)
- Arbitre du procès fictif « Who owns the Henrietta Reef? » organisé à Hong Kong, le 6 avril 2000, par le service du droit de l’énergie et des ressources de l’Association internationale du barreau, sise à Londres. Parmi les conseils des parties figuraient Gillian Triggs, Rodman Bundy, du cabinet juridique Eversheds et Zhiguo Gao (qui est maintenant juge au TIDM)
- Intervenant aux première, deuxième et troisième réunions du Groupe de travail technique sur les questions juridiques en matière de gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale, organisées par l’Agence canadienne de développement international et l’Université de Colombie-Britannique à Phuket (Thaïlande) en juillet 1995, Chiang Mai (Thaïlande), en juin 1997, et Pattaya (Thaïlande), en octobre 1998
- Expert et intervenant régulier des conférences et ateliers universitaires internationaux organisés dans le cadre du Projet relatif au droit, aux politiques et à la gestion maritimes en Asie du Sud-Est et financés par l’Agence canadienne de développement international – par exemple des conférences de Bali (mai 1990), Kuala Lumpur (juillet 1993) et Singapour (mai 1994)
- Commentateur et intervenant aux ateliers sur la gestion des conflits potentiels en mer de Chine méridionale (de la première (1990) à la quatrième (1993) édition), organisés par le Gouvernement indonésien
- Délégué dans le cadre des négociations sur la coopération en matière de pêche avec le Viet-Nam : Hanoï, septembre 1991
- Délégué dans le cadre des négociations avec la Malaisie concernant la pêche (janvier 1988 à 1993)
- Coordonnateur et intervenant du Colloque international sur le thème « Coopération régionale et droit de la mer : perspectives de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est et des communautés européennes » organisé à Cha-Am (Thaïlande) du 23 au 25 novembre 1988 par le Centre d’études internationales de l’Institut des affaires étrangères (Bangkok)

Outre le droit de la mer

Après avoir été recruté au Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande en octobre 1986, M. Kittichaisaree a occupé plusieurs postes au Département des traités et des affaires juridiques, y compris ceux de Directeur de la Division des affaires juridiques et de Directeur général adjoint du Département. Il a notamment donné des instructions aux conseils juridiques lors du procès mené contre le Conseil international de l'étain et la Thaïlande devant la Chambre des Lords du Royaume-Uni (mai-juillet 1989).

Du 18 novembre 2004 au 2 mars 2006, il a été Ambassadeur attaché au Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande, chargé des questions juridiques internationales et de la lutte contre le terrorisme international.

Du 3 mars 2006 au 30 septembre 2007, il a été Directeur général du Département des organisations internationales au Ministère thaïlandais des affaires étrangères, chargé du droit et de la constitution des institutions internationales, du droit international des droits de l'homme et de la primauté du droit, de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, ainsi que des activités des institutions économiques et politiques mondiales sous tous leurs aspects, y compris le contrôle des armes et le désarmement, la sécurité internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et la réforme de l'ONU.

M. Kittichaisaree a occupé divers postes au service de la communauté internationale. C'est ainsi qu'il a notamment été : Président du Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'administration de la justice à l'ONU (octobre 2011); l'un des 19 membres du groupe des experts du Centre d'excellence de l'OTAN pour la cybersécurité en coopération chargé de mettre au point *The Tallinn Manual 2.0 on the International Law Applicable to Cyber Operations* (publié chez Cambridge University Press, février 2017); et qu'il est depuis février 2012 l'un des membres du Groupe de personnalités éminentes de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO).

Il a été Coordonnateur du mouvement de coopération juridique internationale en matière de lutte contre le terrorisme lancé par le groupe de travail sur les questions juridiques constitué dans le cadre de la réunion ministérielle de Bali sur l'action antiterroriste en réponse aux attentats de Bali du 12 octobre 2002 et aux activités terroristes qui ont suivi dans la région Asie-Pacifique et au-delà.

Dans le monde universitaire, il a notamment été professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud et « Distinguished Visitor » (l'équivalent de « professeur invité ») à la faculté de droit de l'Université nationale de Singapour.

Il a enseigné le droit pénal international à la faculté de droit de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud à Sydney (de 1999 à 2008) et à l'Université nationale de Singapour (2006 et 2009), et le règlement des différends internationaux relevant de l'Organisation mondiale du commerce à l'Institut Asie-Amérique de droit transnational de la faculté de droit de l'Université Duke (juillet 2000). Entre novembre 2002 et 2006, il était chargé de l'enseignement du module « ONU et droit international » dans le cadre du cours de langue anglaise intitulé « L'ONU et la coopération internationale » à la faculté de sciences politiques de l'Université Thammasat (Thaïlande).

M. Kittichaisaree a été Président de la Fondation pour le développement du droit international en Asie, et membre du comité de rédaction de l'*Asian Yearbook of International Law* de décembre 1999 à 2006. Il est membre du comité consultatif

(international) de l'*Indian Journal of International Law*, et de celui du *Thailand Journal of International Law*. Il est également membre du comité du droit public de l'Association internationale du barreau (2017-2018).

Conférences et négociations diplomatiques internationales (liste non exhaustive)

- En juillet 2008, alors que la Thaïlande n'avait pas de ministre des affaires étrangères, le Premier Ministre thaïlandais a désigné Kriangsak Kittichaisaree comme Envoyé spécial pour représenter le Gouvernement royal thaïlandais à la quinzième réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés
- Président de la trois cent troisième session du Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants désignés par les membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), 23 juin 2006
- Représentant suppléant de la Thaïlande au Comité directeur de l'initiative des quatre nations (Afrique du Sud, Chili, Suède et Thaïlande) sur la gouvernance et la gestion du Secrétariat de l'ONU (mai 2006-janvier 2008)
- 2006-2007 : Chef de la délégation thaïlandaise aux réunions des hauts fonctionnaires du Réseau sécurité humaine et du Processus d'Helsinki sur la mondialisation et la démocratie, tenues en Thaïlande, aux États-Unis, au Japon et en Slovaquie
- Membre de la délégation thaïlandaise de la quatre-vingt-quatrième session du Comité des droits de l'homme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Genève, juillet 2005
- Chef de la délégation des hauts fonctionnaires thaïlandais au Sommet Asie-Afrique tenu à Jakarta en mars-avril 2005
- Conseiller juridique en chef dans le cadre des négociations concernant la zone de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange (Norvège, Suisse, Islande et Liechtenstein), ainsi que dans les contentieux avec le Gouvernement royal thaïlandais devant les tribunaux étrangers en lien avec le tsunami de décembre 2004
- Chef de la délégation thaïlandaise dans les négociations avec l'Australie et l'Italie concernant les traités relatifs à l'assistance juridique mutuelle en matière pénale (2004)
- Représentant suppléant de la Thaïlande aux cinquante-sixième et soixante-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre-décembre 2001 et septembre-décembre 2007), et représentant de la Thaïlande à la soixante et unième session (septembre-décembre 2006), ainsi qu'à toutes les sessions depuis la soixante-sixième session jusqu'à ce jour (chargé principalement des questions concernant la Sixième Commission)
- Chef de la délégation thaïlandaise à la quarantième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, tenue à New Delhi du 20 au 25 juin 2001
- Chef de la délégation thaïlandaise aux cinquième et huitième sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, ONU, New York (12-30 juin 2000 et 24 septembre-4 octobre 2001)
- Chef adjoint de la délégation thaïlandaise à la trente-troisième session de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), ONU, New York (12 juin-7 juillet 2000)

- Membre de la délégation thaïlandaise à la sixième et dernière série de négociations destinées à conclure une convention entre le Royaume de Thaïlande et les États-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts et de revenus (26-29 août 1996)
- Membre de la délégation aux négociations en vue de la conclusion d'un accord entre la Thaïlande et la Suisse sur le transfert de détenus et la coopération pour l'application des sentences pénales, Berne (octobre 1992)
- Unique négociateur pour la conclusion d'un accord sur le changement d'emplacement du Consulat général du Royaume de Thaïlande à Hong-Kong (1989)
- Membre, et parfois Chef de la délégation lors des sessions informelles du Conseil international de l'étain (mai-juillet 1989; septembre, puis octobre-novembre et décembre 1989; mars 1990)
- Conseiller dans le cadre des négociations avec la Malaisie, le Myanmar et le Laos concernant les frontières terrestres (de 1987 à 1994)
- Membre de la délégation thaïlandaise et Secrétaire du Président à la réunion intersession du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenue à New Delhi les 30 et 31 mars 1987

Conférences, ateliers, séminaires (liste non exhaustive)

- Expert invité à la conférence mondiale de 2015 sur le cyberspace (GCCS) visant à préciser l'application dans le cyberspace du droit international existant, tenue les 16 et 17 avril 2015 à La Haye
- Intervenant sur le thème « Closing the legal gaps » à la table ronde régionale sur l'initiative humanitaire relative aux armes nucléaires et aux perspectives de leur interdiction, organisée par le Ministère des affaires étrangères de la Thaïlande, l'Institut norvégien de droit international et de politique internationale (ILPI) et la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, les 26 et 27 avril 2015 à Bangkok
- Expert invité au débat intitulé « l'emploi de la force : cyberactivités au regard de l'article 2 4) de la Charte des Nations Unies » du séminaire régional Asie-Pacifique du cycle portant sur le droit international et le comportement des États dans le cyberspace, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) à Séoul les 9 et 10 décembre 2014
- Intervenant sur le thème de la cybersécurité et du droit international à l'événement parallèle sur les perspectives et les enjeux du droit international d'aujourd'hui, organisé par l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique le 24 octobre 2014 dans la salle du Conseil de tutelle au siège de l'ONU à New York
- Orateur principal sur la question de l'extradition ou des poursuites des criminels internationaux, devant le groupe de réflexion Chatham House à Londres, le 11 juillet 2013
- Orateur principal sur le thème « L'Australie, la Thaïlande et le monde » à l'Institut australien des affaires internationales, Brisbane (Australie), 22 juin 2010
- Conférencier au séminaire public sur les développements actuels du droit pénal international tenu au Centre de droit international de la faculté de droit

de l'Université de Sydney et organisé conjointement par le groupe « droit international et orientations internationales » de l'Université de Nouvelle-Galles-du-Sud et la section australienne de l'Association de droit international à Sydney, le 1^{er} août 2007

- Orateur principal sur le thème « Soutien à l'Organisation des Nations Unies et au Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité – travaux du Comité à la lumière de l'expérience des partenaires » lors de la quatrième Conférence Asie-Europe sur la lutte antiterroriste tenue à Copenhague les 26 et 27 juin 2006
- Un des cinq membres du groupe de discussion de haut niveau réuni autour du thème « Le terrorisme, menace pour une société civilisée » sous la direction du Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques au Siège de l'ONU, à New York, le 9 juin 2005 (parmi les autres membres figuraient le juge Baltasar Garzon, de l'affaire Pinochet, et le Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe)
- Orateur principal de l'atelier sur la mise en œuvre législative des instruments universels contre le terrorisme et les expériences régionales de promotion de la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste, organisé à Moscou, du 28 au 30 novembre 2005, par le Service de la prévention du terrorisme de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en coopération avec le centre antiterroriste de la Communauté d'États indépendants
- Intervenant sur le thème de la Cour pénale internationale lors du quatrième séminaire de droit international de la Société de droit international de Singapour tenu le 2 septembre 2000. (Les trois autres intervenants étaient : Peter Malanezuk, de l'Université Érasme; Thomas Franck, de la faculté de droit de l'Université de New York; et Franklin Berman, professeur invité de droit public international à l'Université d'Oxford et ancien conseiller juridique du Bureau britannique des affaires étrangères et du Commonwealth)
- Intervenant lors de la Conférence internationale de l'Association de droit international et de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international sur le thème « Sécurité, prospérité et survie : mise en œuvre, respect et application du droit international » tenue à Wellington du 8 au 10 juillet 1999
- Expert invité sur le thème de la Cour pénale internationale à la sixième Conférence annuelle de la Société australienne/néo-zélandaise de droit international, Université nationale australienne, Canberra, du 19 au 21 juin 1998
- Expert invité au débat sur le thème « Comment les États-Unis tirent-ils parti de l'action des organisations internationales et des traités internationaux pour assurer la protection et le transfert de la propriété intellectuelle dans leurs relations avec leurs partenaires commerciaux d'Asie? » organisé par la Société de droit international de l'Université de Georgetown et la faculté de droit de l'Université George Washington à Washington, le 25 janvier 1997
- Expert invité sur le thème « Réforme législative et protection de l'environnement » dans le cadre de la conférence sur la réforme législative dans les sociétés en transition d'Asie du Sud-Est organisée par la Société de droit international de la faculté de droit d'Harvard (États-Unis), le 22 avril 1995
- Expert invité à la Conférence sur le commerce et l'environnement dans la région du bassin du Pacifique, tenue à Hong Kong du 15 au 17 février 1993, et

coparrainée par le Comité permanent de l'American Bar Association sur le droit de l'environnement, la Inter-Pacific Bar Association et le United States-Asia Environmental Partnership

Roman Kolodkin (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 29 juillet 1960, Saint-Petersbourg (Fédération de Russie)
[Leningrad, (Union des républiques socialistes soviétiques)]

Nationalité : Russe

Rang diplomatique : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Langues : Russe : langue maternelle
Anglais : courant
Français : compréhension orale et écrite

Titres et diplômes

- 1986 Doctorat en sciences juridiques, spécialisation en droit international; thèse sur le sujet des « règles internationales non contraignantes : étude de cas de résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations Unies », département du droit international, Faculté de droit, Université d'État de Moscou
- 1982-1985 Études de troisième cycle, Université d'État de Moscou
- 1982 Diplôme de droit international (avec mention), Université d'État de Moscou

Postes actuels

- 2017 à ce jour Agent de la Fédération de Russie (conjointement avec MM. I. Rogachev et G. Lukiyantsev) devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'*application de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Ukraine c. Fédération de Russie)*
- 2016 à ce jour Agent de la Fédération de Russie (conjointement avec M. V. Titushkin) dans la procédure arbitrale engagée par l'Ukraine en vertu de l'Annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
- 2015 à ce jour Directeur au Département des affaires juridiques et membre du cabinet au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- Membre de la Commission du droit international
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage
- Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (Conseil de l'Europe)
- Représentant suppléant de la délégation russe aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2009 à ce jour Membre associé de l'Institut de droit international

Commission du droit international

2003-2011	Membre
2007-2011	Rapporteur spécial sur le sujet : « Immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère » (rapport préliminaire (2008), deuxième rapport (2010) et troisième rapport (2011) soumis à la Commission)
2008	Premier Vice-Président (soixantième session)
2006	Président du Comité de rédaction (cinquante-huitième session)
2005	Deuxième Vice-Président (cinquante-septième session)

Fonctions antérieures

2009-2015	Ambassadeur de la Fédération de Russie au Royaume des Pays-Bas Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
2001-2009	Directeur au Département des affaires juridiques et membre du cabinet au Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1997-2001	Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève
1994-1997	Directeur adjoint au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1992-1994	Chef de division au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1991-1992	Adjoint et Chef de cabinet du Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie
1990-1991	Juriste à la Commission des relations entre les Républiques du Soviet Suprême (Parlement) de Russie
1986-1990	Juriste à la Division des organisations internationales et à la Division des relations économiques extérieures du Département des relations extérieures du Ministère de la marine marchande de l'URSS

Expérience professionnelle : principaux postes

2010-2015	Chef de la délégation russe au Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques Chef adjoint de la délégation russe aux sessions de la Conférence des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction
2013	Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec les États-Unis d'Amérique au sujet de l'élimination des armes chimiques syriennes

- 2008-2011 Agent (avec M. K. Gevorgian) de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'*application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)*
- 2003-2010 Chef de la délégation russe aux négociations avec la Norvège sur la délimitation en mer de Barents et dans l'océan Arctique (qui ont eu pour résultat en 2007 l'Accord entre la Fédération de Russie et le Royaume de Norvège sur la délimitation maritime dans la zone du fjord Varanger, et en 2010 l'Accord entre la Fédération de Russie et le Royaume de Norvège sur la délimitation maritime et la coopération dans la mer de Barents et l'océan Arctique)
- 2004-2009 Représentant de la Fédération de Russie au Comité consultatif des chefs de département des affaires juridiques des ministères des affaires étrangères des États membres de la Communauté d'États indépendants (CEI)
- 2003-2004 Représentant adjoint de la Fédération de Russie à la réunion des États du pourtour caspien sur le statut juridique de la mer Caspienne
- Chef de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens
- Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec l'Ukraine sur le Traité bilatéral sur la frontière entre les deux États
- 2002-2009 Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (Conseil de l'Europe)
- Représentant suppléant de la Fédération de Russie aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2002-2004 Vice-Président de la Commission interinstitutions créée par le Gouvernement de la Fédération de Russie pour mener les négociations avec l'Ukraine sur les problèmes liés à l'accident survenu en octobre 2001 à un avion russe de type Tu-154M qui s'était écrasé en mer Noire
- 2002 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Traité bilatéral d'amitié et de coopération
- Chef de la délégation russe à la Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique
- 1997-2001 Représentant et représentant adjoint de la Fédération de Russie à des réunions intergouvernementales et d'experts tenues dans le cadre de l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission des droits de l'homme, ainsi que de l'Organisation internationale du Travail,

- de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et à des réunions organisées par le Comité international de la Croix-Rouge et par le Gouvernement suisse en sa qualité de dépositaire des Conventions de Genève de 1949
- 1996 Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique (Conseil de l'Europe)
 Chef adjoint de la délégation de la Fédération de Russie au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale
 Chef de la délégation d'experts russes aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Protocole intergouvernemental sur l'inventaire des traités bilatéraux
- 1995 Chef adjoint de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale pour la création d'une cour criminelle internationale
- 1994-1997 Membre de la délégation russe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et au Comité spécial de la Charte (1994)
- 1994 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations sur les mémorandums d'accord relatifs aux garanties offertes au Bélarus, au Kazakhstan et à l'Ukraine en liaison avec leur adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
- 1993-1994 Expert juridique de la délégation russe aux réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- 1993 Membre de la Commission d'experts juridiques pour la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques au niveau national, chargée de faciliter l'élaboration d'un manuel de mise en œuvre de la Convention au niveau national
- 1991-1997 Expert juridique de la délégation russe aux réunions intergouvernementales et d'experts organisées par la Communauté d'États indépendants
- 1990-1991 Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République de Lituanie au sujet de l'Accord intergouvernemental pour la coopération au service du développement de la région de Kaliningrad et de l'Accord intergouvernemental pour l'assistance à la réinstallation de ressortissants de Mažeikiai (Lituanie) à Vsevolozhsk (Fédération de Russie)
 Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République d'Estonie au sujet du Traité sur les relations interétatiques entre la Fédération de Russie et la République d'Estonie
- 1989-1990 Expert juridique de la délégation soviétique aux sessions de l'Assemblée et du Conseil de l'INMARSAT

Activités universitaires

2015 à ce jour	Membre du comité de rédaction, журнал «Международное правосудие» (revue « Justice internationale »)
2008 à ce jour	Vice-Président de l'Association russe de droit international
2004 à ce jour	Membre du Conseil d'administration de l'Association russe de droit international
2002-2009	Professeur, département de droit international de la faculté de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université) Professeur invité, Université d'État de Moscou, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, Académie de droit d'État de Moscou
1991	Professeur invité, département de droit international de la Faculté de droit, Université d'État de Moscou
1990-1991	Professeur invité, département de droit international de la Faculté de droit, Académie de droit d'État de Moscou
1987 à ce jour	Membre du comité de rédaction, Ежегодник международного права (Annuaire du droit international), Association russe de droit international
1982 à ce jour	Membre de l'Association russe de droit international

Liesbeth Lijnzaad (Pays-Bas)

Portrait

Principale conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Liesbeth Lijnzaad en dirige le département de droit international. Candidate proposée par les Pays-Bas au poste de juge du Tribunal international du droit de la mer (TIDM), elle a été l'agent des Pays-Bas devant la Cour internationale de Justice, le TIDM, la Cour permanente d'arbitrage, la Cour pénale internationale et la Cour suprême des États-Unis. En tant que conseillère juridique, elle est membre de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR) et du Comité *ad hoc* des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) du Conseil de l'Europe, Comité dont elle a également été la Présidente.

En sa qualité d'avocate du Gouvernement, M^{me} Lijnzaad a été devant de nombreuses juridictions et acquis une grande expérience pratique du droit international. Son bagage associe une connaissance approfondie du droit international général à une connaissance étendue et spécialisée du droit de la mer. En tant que conseillère juridique du Gouvernement néerlandais, elle a traité de très nombreuses questions de droit international. Il faut maîtriser le droit international général pour interpréter le droit de la mer, et c'est cela qui a apporté à Liesbeth Lijnzaad ses vastes et solides compétences dans ce domaine. Il convient de noter sa contribution au développement du droit de la mer, domaine dans lequel son expertise englobe des questions aussi variées que les pêches, la délimitation maritime, l'exploitation minière des grands fonds marins, les transports maritimes et la biodiversité marine. Elle a présidé de nombreuses réunions à l'Autorité internationale des fonds marins et contribué aux travaux de cette institution dans les années de sa formation. Plus récemment, elle a co-présidé le Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (« BBNJ process »). Son intelligence des enjeux juridiques contemporains concernant les océans est reconnue. Avec son expertise, son expérience et sa perspicacité incontestables, il est certain qu'elle pourrait apporter une contribution substantielle aux travaux du Tribunal international du droit de la mer.

En tant qu'agent des Pays-Bas, Liesbeth Lijnzaad a défendu la cause de son pays dans une affaire contentieuse devant le TIDM en 2013, où elle a présenté la demande concernant l'arraisonnement et l'immobilisation de l'Arctic Sunrise, navire battant pavillon néerlandais, et les événements qui ont précédé l'affaire. Ses observations sur les aspects pratiques et les points marquants de cette affaire en ont illustré l'importance juridique.

Liesbeth Lijnzaad occupe un poste de professeur financé par un fonds de dotation à l'Université de Maastricht, où elle enseigne la pratique du droit international. Elle a fait des études d'histoire et est titulaire d'une maîtrise de droit international et d'une maîtrise de droit néerlandais de l'Université d'Amsterdam, ainsi que d'un doctorat en droit international de l'Université de Maastricht. Outre le néerlandais, qui est sa langue maternelle, elle maîtrise parfaitement l'anglais et le français et très bien l'allemand.

Expérience professionnelle

2006 à ce jour *Conseillère juridique et Chef du Département du droit international au Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas*

2011 à ce jour *Professeur (à temps partiel), enseigne la pratique du droit international à l'Université de Maastricht*

Expérience diplomatique (sélection)

2016 *Présidente.* Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR), en tant que représentante des Pays-Bas

2011 à ce jour *Présidente par intérim.* Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage

2010-2015 *Co-Présidente.* Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations Unies, chargé d'étudier les questions relatives à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale

2013-2014 *Présidente.* Comité ad hoc des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI), Conseil de l'Europe

2011 *Vice-Présidente.* 31^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève

2009-2010 *Présidente.* Groupe d'étude stratégique de la Commission internationale du Service international de recherches

2008 *Présidente.* Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins

2006 à ce jour *Membre.* Comité ad hoc des Conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI), Conseil de l'Europe

2006 à ce jour *Membre.* Groupe « droit international public » de l'Union européenne (COJUR)

2005-2006 *Présidente.* Groupe de travail juridique de la Commission internationale du Service international de recherches

1997 et 2004-2005 *Présidente.* Groupe « Droit de la mer » de l'Union européenne (COMAR), en tant que représentante du Luxembourg et des Pays-Bas

2000 *Présidente.* Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins

Négociations (sélection)

2014/2015 Négociations de frontières maritimes : Saint-Kitts-et-Nevis/ Royaume des Pays-Bas; France / Royaume des Pays-Bas

2001-2008 Autorité internationale des fonds marins, code relatif à la prospection et à l'exploration des sulfures polymétalliques

2005 OMI, Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (SUA), modifications de la Convention et du Protocole

1997-2000 Autorité internationale des fonds marins, code relatif à la prospection et à l'exploitation des nodules polymétalliques

1999 Deuxième protocole de l'UNESCO relatif à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé

1996-1998 Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause

1994-1995 Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs

Contentieux

- Demande d'avis consultatif soumis par la Commission sous-régionale des pêches, Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 21) – agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- Affaire de l'« Arctic Sunrise » (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 22) - agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- Arbitrage Arctic Sunrise (Royaume des Pays-Bas c. Fédération de Russie), Cour permanente d'arbitrage - agent du Royaume des Pays-Bas (2013)
- Responsabilités et obligations des États qui patronnent des personnes et des entités dans le cadre d'activités menées dans la Zone, avis consultatif de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer (affaire n° 17) - agent du Royaume des Pays-Bas (2011)
- Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo, avis consultatif de la Cour internationale de Justice - agent du Royaume des Pays-Bas (2010)
- OBB Personenverkehr AG v. Carol P. Sachs, Cour suprême des États-Unis, *amicus curiae* au nom du Royaume des Pays-Bas (mémoire présenté conjointement avec la Suisse) (2014)
- Esther Kiobel, et.al. v. Royal Dutch Petroleum Co., Cour suprême des États-Unis, *amicus curiae* au nom du Royaume des Pays-Bas (mémoire présenté conjointement avec le Royaume-Uni) (2012)

Membre

2013 à ce jour Jury du fonds *Theo van Boven* de l'Université de Maastricht

2008 à ce jour Conseil de la Société royale néerlandaise pour le droit international

2008 à ce jour Cour permanente d'arbitrage

2008 à ce jour Institut international de droit humanitaire, San Remo

2006 à ce jour Conseil consultatif des Pays-Bas sur le droit international (membre de droit)

2004-2009 Conseil de l'Association néerlandaise des femmes et du droit *Clara Wichmann* (trésorière)

2000 à ce jour Comité de rédaction, Netherlands International Law Review

1996-2003 Nemesis – Netherlands Journal on Women and Law (correspondante)

2005-2011 Conseil mondial, Association mondiale des guides et des éclaireuses

- 1998-2006 Conseil consultatif d'Oxfam NOVIB, Pays-Bas
1992-2002 Conseil national, association de scoutisme des Pays-Bas Scouting Nederland

Titres et diplômes

- 1994 Thèse de doctorat sur le thème “*Reservations to UN human rights treaties, ratify and ruin?*” Université de Limburg (aujourd’hui : Université de Maastricht) (Pays-Bas)
1987 Maîtrise de droit néerlandais, Université d’Amsterdam (UvA) (Pays-Bas)
1986 Stage de formation à la recherche en droit international et européen
T.M.C. Asser Instituut, La Haye (Pays-Bas)
1985 Maîtrise de droit international
Université d’Amsterdam
1984-1986 Études d’histoire
Université d’Amsterdam

État civil

- Nom, prénom : Liesbeth Lijnzaad
Nationalité : néerlandaise
Année de naissance : 1960

Langues

- Néerlandais : langue maternelle
Anglais : parfaite maîtrise
French : parfaite maîtrise
Allemand : très bonne maîtrise
Espagnol : bonne maîtrise

Rodrigo Fernandes More (Brésil)

Langues

Portugais (langue maternelle), anglais et espagnol

Titres et diplômes

Licence en droit, Université de São Paulo (Brésil), 1997

Maîtrise en droit international, Université de São Paulo, 2002

Doctorat en droit international, Université de São Paulo, 2005

Expérience professionnelle

Professeur auxiliaire de droit de la mer et logistique, Institut de la mer, Université fédérale de São Paulo

Directeur et coordonnateur de projet, société de conseil Mare Brasilis

Professeur associé, Académie militaire maritime de la Marine brésilienne

Instructeur, Académie militaire du Ministère de la défense brésilien

Conseiller juridique, Programme de levé du plateau continental brésilien (LEPLAC)

Membre de la délégation brésilienne aux réunions de la Commission des limites du plateau continental

Assistant personnel du juge Vicente Marotta Rangel au Tribunal international du droit de la mer

Distinctions

Cavalheiro de l'ordre du mérite naval brésilien

Githu Muigai (Kenya)

Professeur, E.G.H., S.C.

M. Githu Muigai, qui est titulaire d'un LLB et d'un Ph. D.. de l'Université de Nairobi et d'un LLM de la faculté de droit de l'Université Columbia de New York, a été admis au barreau en 1985 : il est fort d'une expérience de plus de 35 ans de la pratique du droit au Kenya et en Afrique de l'Est. En outre, il est professeur associé (actuellement en disponibilité) de droit public à la faculté de droit de l'Université de Nairobi. Également auteur de nombreuses publications dans les domaines du droit international et des droits de l'homme, il a auparavant travaillé comme consultant auprès de plusieurs organisations internationales, dont notamment l'Union africaine, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et le Comité international de la Croix-Rouge.

M. Githu Muigai a travaillé dans de nombreux domaines du droit, dont notamment : contentieux et arbitrage commercial, droit constitutionnel et administratif, droit des technologies de l'information et de la communication, droit des banques et droit des assurances, droit des investissements, droit des fusions et acquisitions, droit international public et privé, droit des marchés publics. D'août 2008 à septembre 2011, il a été Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Il est membre du Chartered Institute of Arbitrators (Royaume-Uni), de l'Association américaine des avocats plaidants, de l'Institute of Certified Public Secretaries, du barreau kényan, du barreau de l'Afrique de l'Est, du Conseil de l'enseignement juridique, de la Commission internationale de juristes, de l'Association internationale du barreau et de la Commonwealth Lawyers Association. Il a également été juge de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples entre 2008 et 2010.

M. Muigai est un expert reconnu dans les domaines de la réforme de l'appareil judiciaire en général et de la réforme constitutionnelle en particulier. De 2000 à 2005, il était membre de la Commission d'examen constitutionnel, chargé en particulier de la rédaction juridique du Projet de Constitution de la République du Kenya. Il a été conseiller juridique et rédacteur associé au processus de paix en Somalie et a participé à la rédaction de la Charte fédérale de transition de la République somalienne.

M. Githu Muigai a prêté serment en tant qu'*Attorney General* de la République du Kenya le 23 août 2011. L'article 156, paragraphe 4, de la Constitution définit les rôles de l'*Attorney General*, notamment celui de Conseiller juridique principal du Gouvernement, qui est central. Ces rôles sont par ailleurs exposés dans la loi sur les fonctions de l'*Attorney General*. L'*Attorney General* s'acquitte également des fonctions de Ministre de la justice et il est notamment responsable de la promotion des droits de l'homme et de la mise en œuvre de la Constitution, de l'accès à la justice, de la bonne gouvernance, de la morale et de l'intégrité, de l'enseignement juridique, de la réforme législative, de l'assistance juridique et de la surveillance et de l'établissement de rapports sur l'observation par le Kenya de ses obligations internationales.

Bernd Niehaus Quesada (Costa Rica)**Renseignements personnels**

Né à San José (Costa Rica) le 14 avril 1941

Instruction élémentaire et secondaire à San José, Costa Rica

Langues : espagnol, allemand, anglais et français

Études universitaires

Études de second cycle :

Études de droit, Université de Bonn (République fédérale d'Allemagne), 1959-1960

Études et diplôme d'économie et de sciences politiques, universités de Bonn, Hambourg et Cologne (République fédérale d'Allemagne), 1960-1966

Diplôme de droit, Université du Costa Rica, 1972

Études universitaires supérieures :

DES de droit international, Université de Strasbourg (France), 1973

Doctorat de droit international, Université de Strasbourg, 1994

Diplôme de droit international et de droit comparé des droits de l'homme, Institut René Cassin, Strasbourg, 1973

Docteur *honoris causa*, Université centrale de l'Est, San Pedro de Macorís (République dominicaine), 1981

Postes universitaires

Professeur de droit international public et privé à la Faculté des relations internationales de l'Université nationale, San José (Costa Rica), 1975-1976

Professeur de droit international public et privé à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica, 1974-2010

Postes politiques

Vice-Ministre des affaires étrangères, 1978-1980

Ministre des affaires étrangères, 1980-1982

Secrétaire chargé des relations internationales générales du Parti de l'unité sociale chrétienne, 1988-1990

Ministre des affaires étrangères, 1990-1994

Postes diplomatiques

Attaché culturel de l'ambassade costaricienne en République fédérale d'Allemagne, 1963-1966

Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne, 2002-2010

Ambassadeur en République de Pologne, 2002-2005

Ambassadeur en République tchèque, 2004-2010

Ambassadeur en République de Hongrie, 2004-2010

Fonctions au sein d'organisations internationales

Représentant du Costa Rica devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 1998

Vice-Président du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 2000

Vice-Président du Conseil économique et social, 2001

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, 2002-2006

Membre de la Commission du droit international, 2007-2011

Membre de la Commission du droit international, 2012-2016

Président de la Commission du droit international, 2013-2014

Activité juridique professionnelle

Exercice de la profession d'avocat et de notaire à partir de 1974, et membre fondateur du cabinet juridique Bufete Niehaus y Asociados

Engagement pour le droit de la mer

Adjoint au chef de la délégation du Costa Rica à une série de réunions et de conférences tenues au cours de la seconde moitié de l'année 1978 et au début de 1979 dans de nombreux pays et sur plusieurs continents, dans le but de promouvoir l'établissement d'un nouveau régime de conservation et de pêche des thonidés dans l'océan Pacifique Est

En qualité de Ministre des affaires étrangères, a fait l'exposé sur l'importance du droit de la mer du chapitre IV de la présentation de la politique extérieure du Costa Rica, 1980-1981

En qualité de Ministre des affaires étrangères, a fait les exposés sur le droit de la mer et la pêche dans l'océan Pacifique Est des chapitres VI (« Troisième conférence sur le droit de la mer ») et VII (« Négociations sur le thon ») de la présentation de la politique extérieure du Costa Rica, 1981-1982

Allocution prononcée devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de sa trente-sixième session, sur le caractère primordial et l'urgence qu'il y avait à instaurer une réglementation juridique des questions relevant du droit de la mer, 1^{er} octobre 1981

Professeur chargé des cours de droit international public à la Faculté de droit de l'Université du Costa Rica, avec inclusion des questions relatives au droit de la mer, 1982-1990, 1994-1998

Arif Havas Oegroseno (Indonésie)

Renseignements personnels

Monsieur Arif Havas Oegroseno est actuellement Vice-Ministre au Ministère de la coordination des affaires maritimes de la République d'Indonésie. Il a été Président de la vingtième Réunion des 162 États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Ambassadeur de l'Indonésie en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale des douanes de septembre 2010 à janvier 2015, il a également travaillé avec l'OTAN sur des questions de sécurité maritime.

Diplomate de carrière et spécialiste du droit international de la mer, il travaille au service diplomatique de l'Indonésie depuis 1986, c'est-à-dire depuis plus de 25 ans.

Titres et diplômes

L'Ambassadeur Oegroseno a obtenu un LLM de la faculté de droit de Harvard en 1992 et une licence de droit en 1986 de la faculté de droit de l'Université Diponegoro (Indonésie), avec comme spécialisation le droit international public.

Il a participé aux cycles de formation au service diplomatique du Centre d'enseignement et de formation du Ministère des affaires étrangères indonésien [niveaux : débutant (1987), intermédiaire (1999) et avancé (2003)]. Il a aussi suivi la formation du service diplomatique de l'Australie (1988) et le cours de commerce international organisé dans le Colorado par la Banque mondiale et l'Institut de Harvard pour le développement international (1990).

Monsieur Oegroseno a également participé au programme de formation des dirigeants à la négociation proposé par la faculté de droit de l'Université de Harvard (2007) et au programme de formation à l'établissement des frontières du Groupe de recherche sur les frontières internationales de l'Université de Durham (2006).

Il a prononcé des exposés dans diverses universités indonésiennes et étrangères telles que l'Université nationale australienne, l'Université de Cambridge, l'Université John Hopkins, la London School of Economics, l'Université Bilgi d'Istanbul et l'Université catholique de Louvain (Belgique).

Il a également fait des exposés à l'Académie de Rhodes sur le droit de la mer et la politique des océans (Grèce), à l'Institut du droit maritime international de Malte, au Centre du droit de la mer et de la politique des océans de l'Université de Virginie (États-Unis) et au Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour.

Expérience professionnelle

En mars 2010, il est nommé par le Président indonésien en tant qu'Ambassadeur de l'Indonésie en Belgique, au Luxembourg et auprès de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale des douanes. Sa nomination est confirmée par la Chambre des représentants de la République d'Indonésie à une séance de la Commission des affaires étrangères en mai 2010.

À Bruxelles, ses priorités sont la mise en œuvre de l'Accord de partenariat et de coopération conclu entre l'Indonésie et l'Union européenne, qui est très vaste et inclut les questions maritimes et halieutiques. Il traite également avec l'OTAN des questions concernant la piraterie en Somalie et le contre-terrorisme.

En juin 2010, il est élu Président de la vingtième Réunion des 162 États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

En 2008, il est nommé par le Président de l'Indonésie en tant que Directeur général pour les questions juridiques et les traités internationaux au Ministère des affaires étrangères. Le Directeur général est chargé d'une mission de première importance et occupe le rang le plus élevé du service public indonésien.

En cette qualité, il est nommé chef négociateur chargé du règlement de plusieurs questions stratégiques : frontières maritimes, extradition et entraide juridique, sécurité, défense et contre-terrorisme, commerce et accords commerciaux bilatéraux, droits de propriété intellectuelle, rédaction de la Charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), privilèges et immunités du Secrétariat de l'ANASE et Protocole relatif au mécanisme de règlement des différends de la Charte de l'ANASE.

En 2003, il est nommé par le Ministre des affaires étrangères en tant que Directeur de la Section des traités relatifs aux affaires politiques, sécuritaires et territoriales. Il est alors notamment chargé de superviser toutes les négociations menées en vue de conclure des accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux touchant directement aux intérêts politiques, sécuritaires et territoriaux de l'Indonésie.

De 1993 à 1997, il est affecté au poste de Troisième Secrétaire de la Mission indonésienne auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève. Ses tâches portent sur des questions relatives aux droits de l'homme.

De 1999 à 2003, il occupe le poste de Premier Secrétaire de l'ambassade d'Indonésie à Lisbonne. Il s'agit là d'un poste crucial, car sa mission principale est de relancer les relations diplomatiques avec le Portugal, qui sont gelées depuis 1975. Il rouvre l'ambassade en 1999, à une époque où l'Indonésie souffre le plus des effets de la crise asiatique de 1998 et où la polémique au sujet du Timor oriental est au plus fort.

Membre de diverses équipes spéciales nationales dont la mission concerne la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, il participe également à d'autres instances *ad hoc* telles que l'équipe spéciale chargée de recouvrer à l'étranger les actifs obtenus grâce à la corruption, et il est chef de l'équipe de défense juridique dans la procédure engagée par des sociétés américaines à l'encontre de l'OPEP et du Gouvernement indonésien pour violation des lois antitrust; il est aussi membre de l'équipe spéciale nationale chargée de la question des droits de la propriété intellectuelle et de la mission d'enquête sur le décès d'un militant indonésien des droits de l'homme.

Il est le fonctionnaire chargé d'organiser l'accueil par l'Indonésie de la deuxième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que la mise en œuvre de l'Initiative conjointe de l'ONU et de la Banque mondiale pour le recouvrement des avoirs volés.

Négociations remarquables

Chef de la délégation indonésienne et chef négociateur chargé des négociations sur les frontières maritimes menées respectivement avec la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines.

Chef de la délégation indonésienne aux Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 tenues à New York de 2004 à 2011.

Chef de la délégation indonésienne qui a présenté la demande de l'Indonésie à la Commission des limites du plateau continental, à l'issue de laquelle l'Indonésie a été le premier pays asiatique à obtenir un plateau continental étendu – qui recouvre en l'occurrence une zone de près de 4 000 km² – à des fins d'exploration et d'exploitation des ressources marines.

Chef de délégation et chef négociateur des traités d'extradition signés avec Singapour et la Chine.

Chef de délégation et chef négociateur du traité d'entraide judiciaire signé avec Hong Kong et les États-Unis.

Chef de la délégation indonésienne et chef négociateur de l'accord-cadre en matière de sécurité conclu par l'Indonésie et l'Australie.

Chef négociateur lors de la réunion de hauts fonctionnaires concernant la coopération économique entre l'Indonésie et le Japon.

Chef négociateur des arrangements entre l'Indonésie et l'Overseas Private Investment Corporation.

Membre de l'équipe spéciale de haut niveau chargée de l'établissement de la Charte de l'ANASE. Chef négociateur de la délégation indonésienne chargée des aspects de la Charte concernant les questions politiques et juridiques et le règlement des différends.

Membre du groupe des experts juridiques de haut niveau chargé de la question des privilèges et immunités de la Charte de l'ANASE. Chef de la délégation indonésienne participant à ce groupe d'experts de l'ANASE.

Membre du groupe des experts juridiques de haut niveau chargé du Protocole relatif au mécanisme de règlement des différends de la Charte de l'ANASE. Chef de la délégation indonésienne participant aux réunions de cette instance.

Chef négociateur de l'Indonésie à la Conférence mondiale sur les océans tenue à Manado en 2009.

Chef de la délégation indonésienne auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, chargée des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et du folklore. Il a été à l'initiative de la réunion à Bali des pays partageant la même vision.

Participation à des groupes de réflexion

Monsieur Arif Havas Oegroseno a noué, dans la zone Asie-Pacifique, d'étroites relations de travail avec des groupes de réflexion et des institutions universitaires de renom, comme le CSIS d'Indonésie, l'Institut maritime de Malaisie, le Centre de droit international de l'Université nationale de Singapour, la faculté de recherche sur l'histoire de l'Asie et du Pacifique de l'Université nationale australienne, la Société asiatique de droit international, ainsi qu'en Europe avec des organismes comme les Amis de l'Europe, l'Institut européen des études asiatiques et le Centre sur les politiques européennes. Il s'est acquitté du rôle de porte-parole à des séminaires tenus par tous ces groupes de réflexion et toutes ces institutions.

Distinctions et associations

Décoration « Satya Lencana Karya Satya », remise par le Président de la République d'Indonésie.

Brevet d'hydrographe reçu des mains du Commandant en chef de la marine indonésienne.

« Chevalier d'Honneur » de la Confrérie des « Blanc Moussis » de la ville de Stavelot (Belgique) et « Chevalier d'Honneur » de la Confrérie du rat mort de la ville d'Ostende (Belgique).

Membre du conseil exécutif de la Société asiatique de droit international.

Membre de l'Association des anciens élèves de Harvard (promotion de 1992).

Intervenant :

- À de nombreuses conférences nationales, régionales et internationales, y compris le Forum de Crans Montana à Bruxelles et Genève et également le 19 mai 2008 à la manifestation commémorative spéciale organisée à l'occasion du sixantième anniversaire de la Commission du droit international, dont le thème était « La Commission du droit international : soixante ans ... et maintenant? » et qui a été tenue dans les bâtiments de l'ONU à Genève. S.E. M^{me} la juge Rosalyn Higgins, Présidente de la Cour internationale de Justice et plusieurs juges de la CIJ y étaient présents;
- À la réunion annuelle de l'American Society of International Law tenue à Washington le 5 avril 2013, où il a prononcé un exposé introductif intitulé « International Law in a Multipolar World ».

Rüdiger Wolfrum (Allemagne)

Né à Berlin le 13 décembre 1941.

Études secondaires (Abitur, 1962) puis service militaire

Formation

Études de droit aux Universités de Bonn et de Tübingen (1964-1969); avocat stagiaire (1969-1973); diplôme de fin d'études de droit (1973); Chercheur au Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie; boursier de la Fondation allemande pour la recherche (1977-1978), *Habilitation, venia legendi* en droit public et droit international public (1980)

Carrière académique

Postes de professeur ou de directeur d'un Institut ou d'une Fondation Max Planck

1973-1980 : professeur-assistant à l'Institut de droit international de l'Université de Bonn

Mai-novembre 1982 : professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit et d'économie de l'Université de Mayence

Décembre 1982-avril 1993 : professeur titulaire de la chaire de droit public et de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Kiel, directeur de l'Institut de droit international

Août-septembre 1987, 1990 et 1993 : professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Minnesota à Minneapolis, enseignant le droit international de l'environnement et le droit de l'Antarctique

Avril 1986-avril 1993 : juge à la Cour d'appel pour les questions administratives des Länder de Basse-Saxe et de Schleswig-Holstein; depuis 1991, juge à la Cour d'appel du Land de Schleswig-Holstein pour les questions administratives

Mai 1993-décembre 2012 : directeur de l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg; professeur de droit public interne et de droit public international à la faculté de droit de l'Université de Heidelberg

Depuis octobre 2002 : professeur honoraire de la faculté de droit de l'Université de Hambourg

Février 2011 : chargé de cours invité à la faculté de droit de l'Université de Yale, enseignant le droit de la mer et le droit international humanitaire en collaboration avec le professeur M. Reisman

Depuis janvier 2013 : directeur général, Fondation Max Planck pour la paix internationale et l'état de droit

Gestion de la science en Allemagne

1990-1993 : Vice-Recteur de l'Université Christian-Albrechts de Kiel

1992-1996 : Membre du Sénat de la Fondation allemande pour la recherche; réélu en juin 1995

1995-2003 : Membre du Conseil d'administration de la Fondation pour les sciences géomarines (GEOMAR)

1996-2002 : Vice-Président de la Fondation allemande pour la recherche

2000-2006 : membre du Conseil d'administration de l'Institut Alfred Wegener pour la recherche polaire et océanique (fondation AWI) (Centre de recherches polaire et marine de Helmholtz)

2001-2005 : membre du Conseil consultatif du Center for Oceans Law and Policy de la faculté de droit de l'Université de Virginie

2002-2006 : Vice-Président de la Société Max Planck pour la promotion des sciences

2001-2005 : membre du Conseil consultatif de la Fondation allemande pour l'étude de la paix

Depuis 2005 : membre du comité directeur de l'Association allemande pour les Nations Unies

Depuis 2007 : Président du Conseil d'administration de la Bibliotheca Hertziana (Institut Max Planck pour l'histoire de l'art), Rome

Sociétés savantes et instances universitaires

1994-1997 : Président du comité directeur de l'Association allemande pour les Nations Unies

1994-2003 : membre du Conseil exécutif du Centre de droit allemand à l'Institut de l'État et du droit (Académie des sciences de Russie), enseignant le droit économique à Moscou

Depuis 1994 : membre du Conseil de la section allemande de l'Association de droit international (ILA)

1997-2011 : membre du Conseil de la Société allemande de droit international

2003-2014 : membre du Conseil d'administration de l'Université de Hambourg

Depuis 2003 : membre de la Section « sciences humaines » de l'Académie allemande des sciences naturelles (Leopoldina)

2005-2009 : Président de la Société allemande de droit international

2007-2013 : membre associé de l'Institut de droit international

Depuis 2013 : membre de l'Institut de droit international

Conférences et instances internationales

Juillet-août 1980; mars-avril 1981; mars-avril 1982 : membre suppléant de la délégation allemande et conseiller du Ministère de l'économie à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

1983-1988 : membre de la délégation allemande et Président du groupe de travail juridique à la quatrième Réunion consultative extraordinaire du Traité sur l'Antarctique relative aux ressources minérales de l'Antarctique (début en 1985)

Août-septembre 1983 : membre de la délégation de la République fédérale d'Allemagne, participation aux travaux de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer

1990-1999 : membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (élu en 1990, réélu en 1994 et en 1998; démissionne en 1999)

1992-1998 : Président du Groupe de travail des experts juridiques aux Réunions consultatives du Traité sur l'Antarctique (1993-1998), travaillant principalement à

l'élaboration d'un code de la responsabilité à raison de dommages causés à l'environnement en Antarctique

Règlement de différends internationaux

Depuis 1996 : juge du Tribunal international du droit de la mer; réélu en mai 1999 et juin 2008

1996-1999 : Vice-Président du Tribunal international du droit de la mer

Depuis 2001 : membre de la Cour internationale d'arbitrage et de médiation pour les questions d'environnement; La Haye

2005-2008 : Président du Tribunal international du droit de la mer

2010-2014 : Président du tribunal arbitral, arbitrage entre le Bangladesh et l'Inde concernant la délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale [*Bay of Bengal Maritime Boundary Arbitration (Bangladesh v. India)*]

2011-2015 : membre du tribunal arbitral, arbitrage relatif à l'aire marine protégée des Chagos [*Chagos Marine Protected Area Arbitration Mauritius v. United Kingdom*)]

Depuis 2012 : Président du tribunal arbitral, arbitrage *Mohamed Abdel Raouf Bahgat v. The Arab Republic of Egypt*

Depuis 2013 : membre du tribunal arbitral, *arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale* (République des Philippines c. République populaire de Chine)

2014-2015 : membre du tribunal arbitral, arbitrage relatif au hareng atlanto-scandien (Royaume du Danemark au nom des îles Féroé c. Union européenne) (*Atlantic Scandian Herring Arbitration Arbitral (The Kingdom of Denmark in respect of the Faroe Islands v. The European Union)*)

Missions de conseil auprès d'États

Depuis 2002, activité de conseil auprès de plusieurs États africains et asiatiques, d'abord en tant que directeur à l'Institut Max Planck, et depuis 2013 en tant que directeur général de la Fondation Max Planck pour la paix internationale et l'état de droit. Ces missions portent notamment sur le développement constitutionnel en République du Soudan, République du Soudan du Sud, République fédérale de Somalie et au Royaume de Jordanie, et sur des questions relevant davantage du droit administratif en République d'Afghanistan.

Distinctions

Depuis 1999 : Docteur *honoris causa* de l'Académie des sciences de Russie, Moscou

Depuis 1999 : Docteur *honoris causa* de l'École de droit Shihutug à Oulan-Bator (Mongolie)

Depuis 2006 : membre honoraire de l'Académie des sciences de Mongolie

Depuis 2010 : professeur honoraire de la Faculté de droit de l'Université de Pretoria